

LES MESURES DESTINEES A AMELIORER LES FINANCES DE LA
CONFEDERATION

Annexe

au guide à l'usage de la presse et des orateurs

Répertoire des annexes au Guide des orateurs

Numéro

- 1 Arrêté fédéral instituant des mesures propres à améliorer les finances fédérales
- 2 Arrêté fédéral freinant les décisions en matière de dépenses
- 3 Loi fédérale instituant des mesures destinées à améliorer les finances fédérales
- 4 Budget 1975
- 5 Considérations sur le budget 1975
- 6 Planification financière 1976 - 1979
- 7 Augmentation des principales dépenses de la Confédération 1960 - 1974
- 8 Recettes fiscales en % du Produit national brut
- 9 Subventions fédérales
- 10 ICHA - Développement des recettes
- 11 Taux de la TVA dans les autres pays européens
- 12 Conséquences de l'AF du 4.10.1974 sur les rentrées fiscales
- 13 Imposition des personnes physiques (IDN)
- 14 Imposition des personnes morales (IDN)
- 15 Imposition annuelle des personnes morales
- 16 Graphique: Part des droits d'entrée sur les recettes totales de la Confédération

Résultat du budget de 1975

	Compte 1973	Budget 1974	Budget 1975 - en millions de francs	Différence par rapport au R 1973 C V 1974 B	
Budget financier					
Dépenses	11 625	12 862	14 727	+ 3 102	+ 1 865
Recettes	10 846	12 656	14 133	+ 3 287	+ 1 477
Excédent de dépenses	779	206	594	- 185	+ 388
Variations de la fortune					
Charges	994	1 018	1 444	+ 450	+ 426
Revenus	1 900	1 647	1 195	- 705	- 452
Excédent de revenus	906	629			
Excédent de charges			249	+ 1 155	+ 878
Budget général					
Boni	127	423			
Déficit			843	+ 970	+ 1 266

Avec des recettes de 14133 millions et des dépenses de 14727 millions, le budget financier se solde par un excédent de dépenses de 594 millions, ainsi que l'indique le tableau ci-après.

Alors que depuis 1961 le budget et le compte des variations de la fortune se sont soldés régulièrement par un excédent de revenus souvent même important, influant par là favorablement sur le résultat du budget et du compte général, l'année 1975 marque un tournant également pour le budget des variations de la fortune. En effet, celui-ci présente pour 1975 un excédent de charges de 249 millions, contre un excédent de revenus de 629 millions au budget de 1974, ce qui correspond à une aggravation de près de 900 millions. Ainsi, pour la première fois depuis 1953, le budget général accuse-t-il un déficit évalué à 843 millions, le découvert du bilan augmentant d'autant.

Développement des chiffres dans le courant de la budgétisation:

	(en mio de Fr., ch. ronds)		
	<u>dépenses</u>	<u>recettes</u>	<u>déficit</u>
- requêtes des Départements	<u>15'200</u>	<u>12'900</u>	<u>2'300</u>
- résultat de la			
1ère étape de réd.) améliorations 670			
(=discussions) détériorations* 180	14'700	12'900	1'800
internes) {			
2ème étape de réd.) amélioration			
(=décisions du CF) { nette 490			
- recettes supplémentaires résultant du			
paquet de mesures (685)	14'700	13'600	1'100
- surplus de recettes sur l'essence et			
l'huile de chauffage (570)	<u>14'700</u>	<u>14'100</u>	<u>600</u>
<hr/>			
déficit total primitivement prévu			2'300
réduction des dépenses (nette)	500		
augmentation des recettes		1'200	
réduction du déficit			1'700
<u>déficit subsistant</u>			<u>600</u>

* Adaptation des chiffres à l'état le plus vraisemblable des besoins financiers (règle de la budgétisation concernant le plus possible la réalité)

Où les réductions ont-elles été effectuées?

	B 74:	B 75: départ	B 75: chiffres corrigés	réduction - accroisse- ment inchangé	+	o	accroissement par rapport au budget 74
	(en millions de francs)					%	mio
relations avec l'étranger	491	596	596	o		21,4	+ 105
défense nat.	2'650	2'999	2'946	-		11,2	+ 296
enseignement et recherche	1'340	1'613	1'536	-		14,6	+ 196
protection de l'environnement	159	262	262	o		64,8	+ 103
prévoyance soc.	2'675	3'229	3'270	+		22,2	+ 595
communications et énergie	1'948	2'359	2'128	-		9,2	+ 180
agriculture	1'261	1'450	1'379	-		9,4	+ 118

(Croissance aspirée des dépenses de la convention budgétaire passée avec les cantons: 12 %)

Appréciation des réductions de dépenses

- Les budgets départementaux devaient se conformer aux instructions du 5 février 1974 relatives à l'établissement du budget 1975 et qui notamment, prévoyaient des croissances réduites pour la plupart des dépenses, des plafonds ainsi que le maintien de décisions précédentes contenues dans le plan financier ou dans le cadre d'autres mesures.

Les présomptions entendues ici et là qui laissaient supposer que des postes des budgets départementaux incluaient des éléments artificiels ne se sont - comme l'a démontré notre examen - pas confirmées.

- Comme le prévoyait la décision préalable du Conseil fédéral, les travaux de budgets devaient tenir compte des effets découlant de la loi fédérale à l'appui des mesures propres à restaurer l'équilibre des finances fédérales, en particulier

en ce qui concernait les crédits-cadres (article 1, alinéa 2, lettre a), ce qui a conduit, par rapport aux besoins estimés précédents du plan financier pour l'année 1975, à une réduction de dépenses de l'ordre de 274 millions de francs.

Application des clauses budgétaires prévues dans la convention passée avec les cantons

La Confédération se conforme à la convention: L'excédent de dépenses ne dépasse pas celui du compte 1973 (l'excédent admissible aurait été 780 mio)

La Confédération est plus sévère que la convention: - Personnel: pas d'augmentation (convention + 1/2 %)
- Investissements: inférieurs en valeur réelle à ceux de l'année 1974 (convention: comme 1974 en valeur réelle)

La Confédération ne peut pas respecter: Croissance des dépenses 12 % (Confédération 14,5 %)
Pour s'en tenir au chiffre de 12 % de croissance, de nouvelles réductions de dépenses de l'ordre de 320 mio auraient été nécessaires.

La convention prévoit qu'il est possible dans le cas de raisons majeures de déroger à l'une de ces clauses. La Confédération a dérogé à la clause relative au taux global de croissance des dépenses ce qui se justifie par toute la série de mesures particulières prévues pour 1975. Ainsi, les contributions de la Confédération, pour cette année-là, en faveur de l'AVS et de l'AI entraînent à elles seules un supplément de dépenses de 400 millions qui ne vont pas sans influencer le taux de croissance global et qui ne sont pas sans autre compensables.

Appréciation de la flexibilité
(possibilité théorique de réduction des dépenses budgétaires)

Il s'avère sur la base d'une appréciation par groupes spécifiques que

- 8'900 mio soit 60 % des dépenses constituent des dépenses

absolument liées (aucune marge de manoeuvre)

Exemples: - Dépenses de personnel (pas de nouveaux postes de travail)

- La plupart des dépenses en faveur de la prévoyance sociale
- Politique des revenus agricoles
- Coûts financiers
- Parts des cantons
- Engagements contractuels

- 2'700 mio ou 17 % des dépenses sont susceptibles d'une flexibilité estimée à 5 %

- 3'000 mio soit 23 % des dépenses comportent une plus grande élasticité, estimée à 10 %

Exemples de dépenses avec flexibilité:

- Investissements propres et dans le domaine des dépenses dites de transfert (subventions, entreprises effectuées en communauté)
- Dépenses spécifiques avec possibilité d'intervention (débours, commissions et experts, stocks d'exploitation etc.).

Le maximum de réduction théorique possible s'élevait à environ 495 mio.

Les réductions effectives se sont montées à 490 mio ce qui démontre bien que le Conseil fédéral est allé jusqu'à la frontière du possible.

Le budget présenté n'est pas réalisable sans l'augmentation de recettes proposée

Même si un excédent de dépenses de près de 600 mio est des plus insatisfaisants du point de vue de la politique conjoncturelle, force nous est de constater qu'aucune amélioration notable n'est possible sans coupures préjudiciables sur le côté des dépenses. Par conséquent, la Confédération a un besoin urgent des nouvelles recettes demandées. Il va sans dire qu'en l'absence de ces dernières l'accomplissement des tâches serait mis en question dans tous les

domaines et de plus la Confédération ne serait plus en mesure de tenir tous ses engagements.

Le rejet des relèvements d'impôts déjà acceptés par l'Assemblée fédérale et qui devraient rapporter 685 mio en 1975 contraindrait le Conseil fédéral à présenter immédiatement un programme d'austérité. Il ne serait pourtant guère possible de réaliser l'équilibre par de nouvelles réductions de dépenses car celles-ci signifieraient:

- pas de nouvelles obligations (stop à tout nouveau projet)
- annulation des engagements existants ou pour le moins ajournement de leur règlement
- nouvelles réductions drastiques des recours aux crédits bancaires accompagnées de la suspension de travaux et oeuvres en cours
- libération d'obligations découlant de la loi, à l'aide d'arrêtés urgents (réduction ou suppression de subventions, diminution des prestations de la Confédération en faveur de l'AVS avec en même temps augmentation de la cotisation salariale.

Une situation encore plus critique se ferait jour dans le cas où les récentes augmentations douanières qui devraient amener un surplus de revenu de l'ordre de 570 mio en 1975, sont rejetées par le peuple dans un éventuel référendum.

Planification financière 1976 - 1979

1. Selon le message du 3 avril 1974 à l'appui de mesures complémentaires destinées à restaurer l'équilibre des finances fédérales, les prévisions faites sur la base des chiffres connus à l'époque faisaient apparaître des déficits croissants de 1900 à près de 3800 millions pour les années 1976 à 1979.

Même en tenant compte des recettes complémentaires envisagées, il restait des déficits considérables.

2. Entre-temps, les chiffres se sont encore détériorés. D'une part la courbe des dépenses - en raison du renchérissement - s'est encore accentuée et d'autre part il faut compter avec des recettes plus faibles. La crainte exprimée dans le message du 3 avril et selon laquelle les estimations de recettes pourraient apparaître trop optimistes, s'est malheureusement confirmée.

3. D'après les données qui ont été établies sur la base des dernières indications des Départements et que doit arrêter le Conseil fédéral, il faut escompter l'évolution suivante pour les années 1976 à 1979:

	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
	(en millions de francs)			
3.1 sans nouvelles recettes				
- dépenses	16'649	17'626	19'880	21'010
- recettes	<u>14'175</u>	<u>14'725</u>	<u>16'155</u>	<u>16'790</u>
- déficit (arrondi) -	<u>2'470</u>	<u>2'900</u>	<u>3'730</u>	<u>4'220</u>
3.2 avec nouvelles recettes	(chiffres entre parenthèses: ressources supplémentaires)			
- seulement ICHA + impôt féd. dir. (vot. 8 déc.)	(+ 1'600) - 870	(+ 1'720) - 1'180	(+ 1'860) - 1'870	(+ 1'990) - 2'230
- seulement hausse des droits de douane	(+ 610) - 1'860	(+ 630) - 2'270	(+ 670) - 3'060	(+ 700) - 3'520
- impôts et hausse des droits de douane ensemble	(+ 2'210)	(+ 2'350)	(+ 2'530)	(+ 2'690)
<u>déficit</u>	- 260	- 550	- 1'200	- 1'530

Zunahme wichtiger Ausgaben des Bundes 1960 - 1974(Budget)

	<u>1960</u>	<u>1974(B)</u>	<u>Zunahme</u>	<u>(%)</u>
	(in Millionen Franken)			
<u>Gesamtausgaben</u>	<u>2 601</u>	<u>12 862</u>	<u>+ 10 261</u>	
davon Kantonsanteile	170	891	+ 721	
- ohne Kantonsanteile	<u>2 431</u>	<u>11 971</u>	<u>+ 9 540</u>	
davon:				
- <u>Sozialversicherung</u>	<u>172</u>	<u>2 320</u>	<u>+ 2 148</u>	<u>(+ 1 249)</u>
- AHV	106	1 020		
- EL zu AHV	-	<u>156</u>	+ 1 070	(+ 1 009)
- IV	-	457		
- EL zu IV	-	<u>37</u>	+ 494	(.)
- Ausbau KUVG	66	650	+ 584	(+ 885)
- <u>Unterricht und Forschung</u> (Bildungspolitik)	<u>87</u>	<u>803</u>	<u>+ 716</u>	<u>(+ 823)</u>
- Nationalfonds	40	100	+ 60	(+ 150)
- ETH Zürich *)	20	165		
- ETH Lausanne	-	<u>54</u>	+ 199	(+ 995)
- Hochschulförderung	-	240	+ 240	(.)
- Berufliches Bildungswesen	27	244	+ 217	(+ 804)
- <u>Nationalstrassen</u>	<u>-</u>	<u>944</u>	<u>+ 944</u>	<u>(.)</u>
- <u>Verkehrssubventionen</u>	<u>140</u>	<u>879</u>	<u>+ 739</u>	<u>(+ 528)</u>
- Strassen	86	306	+ 220	(+ 256)
- Eisenbahnen	31	489	+ 458	(+ 1 477)
- Uebrigcs	23	84	+ 61	(+ 265)
- <u>Internationale Hilfswerke und Institutionen</u>	<u>22</u>	<u>246</u>	<u>+ 224</u>	<u>(+ 1 018)</u>
- davon Entwicklungshilfe	(5)	(95)	(+ 90)	(+ 1 800)
- <u>Zivilschutz</u>	<u>4</u>	<u>136</u>	<u>+ 132</u>	<u>(+ 3 300)</u>
- <u>Landwirtschaft</u>	<u>295</u>	<u>1 147</u>	<u>+ 852</u>	<u>(+ 289)</u>
davon				
-Tierhaltung	(30)	(198)	(+ 168)	(+ 560)
-Verwertung Milchprodukte	(122)	(491)	(+ 369)	(+ 302)
-Bodenverbesserungen	(20)	(111)	(+ 91)	(+ 455)
- <u>Gewässerschutz</u>	<u>8</u>	<u>176</u>	<u>+ 168</u>	<u>(+ 2 100)</u>
- <u>Militärausgaben</u> (EMD)	<u>924</u>	<u>2 443</u>	<u>+ 1 519</u>	<u>(+ 164)</u>

*) ohne Annexanstalten und Anteile an den für die gesamte Bundesverwaltung bei andern Abteilungen zentral verbuchten Ausgaben, wie Bauten, Büromaschinen und -material etc.

Recettes fiscales en % du produit national brut 1972

	y compris contributions aux assurances sociales publiques	sans contributions aux assurances sociales publiques
Suisse	24,1	18,5
Pays-Bas	42,5	27,5
Autriche	36,9	27,5
RFA	35,9	23,8
France	35,8	21,3
Belgique	35,2	24,6
USA	27,6	22,0
Japon	21,1	17,0

D'après les dernières statistiques de l'OCDE

Subventions fédérales, d'après leur affectation, de 1968 à 1972
En milliers de francs

I	Affectation	1968	1969	1970	1971	1972
	TOTAL	1 828 606	1 870 100	1 944 398	2 356 215	2 784 838
	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS	322 797	309 099	345 297	513 756	623 919
	Transports routiers	214 541	197 698	227 206	262 154	312 972
	Contributions générales pour les routes et subsides de péréquation financière.	129 115	140 302	151 661	166 639	195 243
	Routes principales	74 815	42 572	61 169	80 000	90 000
	Routes alpestres	1 146	899	1 354	—	4 854
	Routes alpestres internationales	1 590	1 590	1 590	1 590	1 590
	Passages à niveau	4 553	8 926	8 000	10 000	13 000
	Véhicules à moteur utilisables par l'armée	2 771	3 000	3 000	3 000	7 500
	Divers	551	409	432	925	785
	Chemins de fer	97 769	102 561	99 582	212 912	259 253
	Indemnisation pour prestations dans l'intérêt de l'économie générale: CFF	—	—	—	100 000	100 000
	Indemnisation pour prestations dans l'intérêt de l'économie générale: chemins de fer privés et compagnies de navigation	11 609	11 700	12 819	13 200	14 258
	Maintien de l'exploitation	22 488	26 191	23 370	27 000	53 000
	Améliorations techniques	19 086	20 000	14 997	24 000	35 000
	Adaptation d'un autre mode de transport	876	1 261	1 070	712	630
	Rapprochement entre les tarifs des entreprises concessionnaires et ceux des CFF	40 562	41 370	47 000	48 000	53 000
	Tunnel de base de la Furka	—	—	—	—	3 000
	Divers	3 148	2 039	326	—	365
	Navigation aérienne	10 487	8 840	18 509	38 690	51 694
	Agrandissement des aéroports	9 014	7 697	17 220	37 328	50 000
	Sécurité aérienne dans l'Atlantique Nord	1 243	1 141	1 263	1 305	1 394
	Divers	230	2	26	57	300
	INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE	13 807	12 378	18 335	19 366	33 468
	Industrie	3 792	2 523	3 371	4 978	18 969
	Garantie contre les risques à l'exportation	1 774	467	1 400	3 060	17 031
	Egalisation de la marge de mouture	1 900	1 839	1 851	1 770	1 723
	Divers	118	217	120	148	215
	Artisanat	8 515	8 355	13 364	10 432	10 480
	Office national suisse du tourisme, Fédération suisse du tourisme	8 030	8 030	13 018	10 030	10 030
	Institutions de secours pour l'artisanat	485	325	346	402	450
	Commerce	1 500	1 500	1 600	3 956	4 019
	Office suisse d'expansion commerciale	1 500	1 500	1 500	3 856	3 875
	Divers	—	—	100	100	144

Subventions fédérales, d'après leur affectation, de 1968 à 1972 (suite)

36

En milliers de francs

I	Affectation	1968	1969	1970	1971	1972
	AGRICULTURE	783 663	744 689	699 405	796 333	887 238
	Approvisionnement en blé	96 598	119 246	95 574	122 598	140 684
	Surprix pour les céréales indigènes	85 837	108 436	85 777	112 997	130 331
	Primes de mouture, primes de culture sur les terrains en pente et indemnisation de pertes	9 566	9 889	8 777	8 377	8 868
	Amélioration du blé de semence et réduction de son prix	1 195	921	1 020	1 224	1 485
	Production végétale et viticulture	66 545	79 053	102 621	109 647	112 317
	Primes de culture pour céréales fourragères	21 707	35 300	44 735	48 000	54 659
	Production végétale	909	899	946	930	1 091
	Prise en charge de la récolte de colza	10 000	10 000	12 500	14 653	15 500
	Transformation des betteraves sucrières	20 000	20 000	20 000	13 787	7 379
	Encouragement de la production viticole	3 191	1 097	4 618	4 972	6 047
	Encouragement à la vente (utilisation de raisins de table, autres mesures)	2 599	2 817	1 476	1 704	1 141
	Placement des abricots du Valais	1 942	2 251	1 878	4 700	4 178
	Encouragement de la vente du tabac indigène	1 100	1 100	10 000	14 426	16 176
	Acquisition de machines dans les régions alpêtres	4 000	4 000	5 000	5 000	5 000
	Divers	1 097	1 589	1 468	1 475	1 146
	Production animale	102 710	109 565	123 167	173 864	161 454
	Elevage du cheval	1 589	1 474	1 495	1 553	1 713
	Primes d'élevage pour chevaux	48	45	6 000	6 000	6 000
	Elevage bovin	21 315	21 510	22 968	22 180	22 003
	Prestations aux détenteurs de bétail bovin dans les régions de montagne	43 562	42 634	42 306	84 999	85 246
	Prestations aux engraisseurs de veaux en dehors de la région de montagne	—	—	—	—	3 020
	Campagnes pour l'élimination de vaches laitières	8 614	13 840	14 886	25 019	7 850
	Encouragement à la vente du bétail	18 591	19 630	24 997	24 102	22 902
	Elevage du petit bétail et aviculture	1 271	1 377	1 477	1 616	2 062
	Placement de la laine de mouton	900	790	900	1 400	1 400
	Lutte contre les épizooties	3 401	5 283	5 032	3 750	5 400
	Service de contrôle et de conseil en matière d'économie laitière	706	804	910	925	1 328
	Assurance du bétail	2 155	1 622	1 624	1 773	1 653
	Divers	558	556	572	547	877
	Placement de produits laitiers et d'autres produits agricoles	398 982	308 566	244 912	243 156	319 356
	Utilisation du beurre	222 752	154 820	115 821	114 516	147 752
	Utilisation du fromage	150 810	119 630	96 599	89 606	126 751
	Placement de conserves de lait	18 412	25 369	21 560	25 785	33 483
	Contributions aux frais de lait de secours	2 025	2 200	3 075	5 780	3 956
	Lutte contre les effets des pesticides sur le secteur laitier	—	1 033	723	542	384
	Suppléments pour œufs indigènes	4 960	5 500	7 100	6 900	7 000
	Divers	23	14	34	27	30
	Amélioration foncière, constructions et colonisation	75 975	86 760	82 497	90 575	102 355
	Améliorations foncières	52 000	56 500	57 000	67 000	74 000
	Bâtiments	23 000	29 500	25 000	25 000	28 000
	Divers	975	760	497	575	355
	Autres subventions à l'agriculture	42 853	41 500	50 634	56 493	51 072
	Allocations familiales aux travailleurs agricoles	8 732	9 293	9 413	9 711	8 947
	Allocations familiales aux petits paysans	33 576	31 664	40 660	46 190	41 509
	Crédits d'investissement	169	184	187	200	200
	Statistique d'exploitation de l'Union des paysans suisses	351	329	343	373	398
	Divers	25	30	31	19	18
	SYLVICULTURE	27 954	27 239	31 703	44 595	42 080
	Reboisements, travaux de défense	9 500	13 000	16 000	20 000	20 000
	Chemins de desserte, installations servant au transport du bois	8 200	9 300	10 000	17 500	15 500
	Remaniement parcellaire des forêts privées	3 700	4 000	5 000	6 400	6 000
	Reconstitution des forêts de châtaigniers	884	771	605	543	477
	Contributions à l'exportation de chablis	5 403	—	—	—	—
	Divers	267	168	98	152	103
	PROTECTION DES ANIMAUX, PÊCHE	846	1 002	1 310	1 453	1 770
	Surveillance des districts francs	500	630	621	648	720
	Rempoissonnement des eaux publiques	303	329	649	650	750
	Divers	43	43	40	155	300

Subventions fédérales, d'après leur affectation, de 1968 à 1972 (suite)

9c

En milliers de francs

1	Affectation	1968	1969	1970	1971	1972
	CORRECTIONS DE COURS D'EAU, PROTECTION DES EAUX	35 821	46 661	56 473	83 856	79 015
	Correction de cours d'eau	12 131	12 461	12 273	17 015	15 015
	Régularisation internationale du Rhin, de l'embouchure de l'Ill au lac de Constance	690	1 200	1 200	841	1 000
	Correction des eaux du Jura	8 000	8 000	8 000	4 000	3 000
	Installations contre la pollution des eaux	15 000	25 000	35 000	62 000	60 000
	POLITIQUE SOCIALE, ŒUVRES D'UTILITÉ PUBLIQUE, HYGIÈNE PUBLIQUE	379 277	424 370	463 937	534 131	633 863
	Marché du travail	1 565	1 324	1 700	1 887	2 257
	Encouragement du travail à domicile	146	153	154	170	190
	Service de placement et assurance contre le chômage	639	422	276	200	172
	Plans d'aménagement national, régionaux et locaux	780	749	1 270	1 517	1 895
	Construction de logements	8 725	9 961	11 044	13 640	17 113
	Assainissements de logements dans les régions de montagne	2 866	2 975	2 273	3 498	5 500
	Encouragement à la construction de logements à caractère social	4 634	4 573	4 653	4 434	4 028
	Encouragement à la construction de logements (LF du 19.3.1965)	692	1 849	3 590	5 038	6 394
	Recherches pour accroître la productivité dans la construction de logements ...	533	564	528	670	1 191
	Protection civile	76 037	30 522	88 800	97 204	128 056
	Construction de protection civile	73 980	76 730	84 474	90 000	119 988
	Organisation de la protection civile des localités et des établissements	900	2 500	2 500	5 000	6 000
	Entretien de matériel de protection civile	720	900	1 149	1 195	1 200
	Acquisition de matériel, nouvelles installations d'alarme et de transmission ...	—	—	—	795	681
	Divers	437	392	677	214	187
	Assistance	6 377	5 948	5 825	5 606	5 776
	Aide aux Suisses à l'étranger	4 378	4 109	3 952	3 716	3 734
	Aide à la famille, à la vieillesse et à la jeunesse	120	40	40	40	40
	Secours pour dégâts non assurables causés par les forces de la nature	1 764	1 675	1 704	1 732	1 872
	Divers	115	124	129	118	130
	Hygiène publique	286 408	326 450	356 404	415 633	480 496
	Lutte contre la tuberculose	5 798	6 617	6 130	7 129	6 758
	Lutte contre le cancer	250	250	250	250	250
	Lutte contre les maladies rhumatismales	1 640	3 247	4 020	4 392	4 000
	Lutte contre les maladies transmissibles	515	487	754	554	402
	Assurance-maladie (caisses-maladie)	277 235	314 649	343 565	401 473	466 726
	Contrôle des denrées alimentaires	741	975	1 268	1 428	1 952
	Divers	229	225	417	407	408
	Autres subventions	165	164	164	161	165
	Contributions aux frais de transport de la farine dans les régions de montagne ...	165	164	164	161	165
	CULTURE, BEAUX-ARTS	14 597	17 002	19 856	22 644	25 437
	Sauvegarde et développement de la culture	3 723	4 350	5 072	5 448	6 079
	Fondation « Pro Helvetia »	3 500	4 000	4 000	5 000	5 500
	Encouragement de la culture suisse	68	75	62	163	284
	Maison suisse à la Cité universitaire de Paris	50	50	815	90	100
	Divers	105	225	195	195	195
	Linguistique et folklore	955	1 018	1 015	1 004	1 035
	Linguistique	560	543	540	529	560
	Défense de la langue et de la culture (Tessin, Grisons)	395	475	475	475	475
	Bibliothèque et diffusion de bons livres	337	337	897	927	805
	Bibliothèque pour tous	200	200	750	750	500
	Divers	137	137	147	177	305
	Littérature, musique, cinéma, radio	1 214	1 234	4 230	5 018	6 046
	Encouragement du cinéma	814	834	1 380	1 330	1 497
	Fondation Ciné-Journal suisse	400	400	550	550	550
	Développement et financement du programme du Service des ondes courtes ...	—	—	2 300	3 138	3 999
	Monuments historiques, protection de la nature et du paysage, musées	7 638	9 364	7 692	9 303	10 289
	Conservation des monuments historiques	6 663	5 699	6 179	7 144	7 573
	Encouragement de la protection de la nature et du paysage	970	1 500	1 500	2 000	2 616
	Maison suisse des transports (construction de la halle de navigation aérienne et spatiale)	—	2 000	—	—	—
	Divers	5	165	13	159	100

Subventions fédérales, d'après leur affectation, de 1968 à 1972 (fin)

9d

En milliers de francs

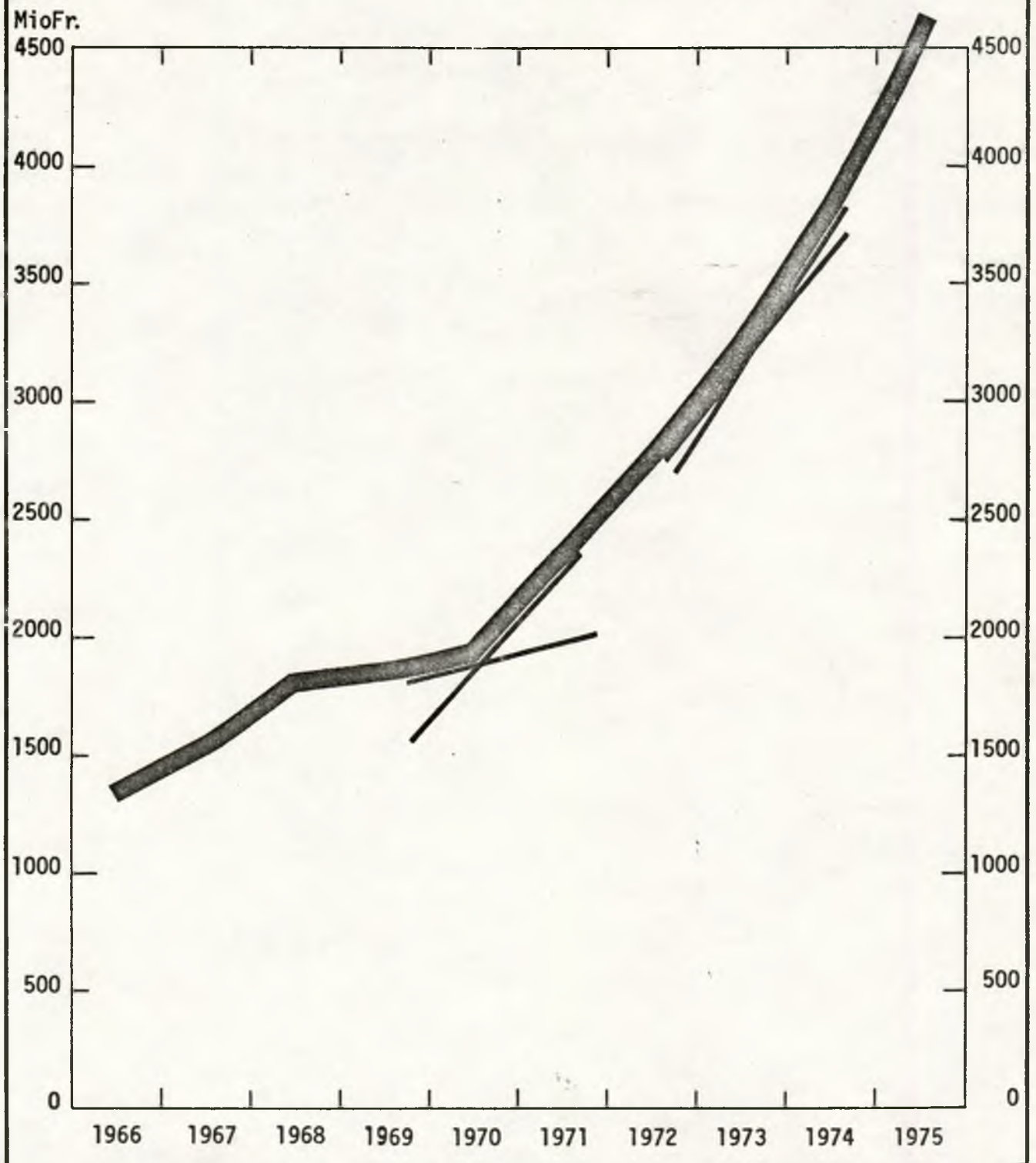
1	Affectation	1968	1969	1970	1971	1972
	Développement des beaux-arts et des arts appliqués	705	649	750	854	944
	Beaux-arts	450	450	550	599	700
	Arts appliqués	255	199	200	255	244
	Autres subventions à des fins culturelles	25	50	200	90	239
	SCIENCE ET RECHERCHE	128 276	157 079	149 639	160 868	234 200
	Aide aux universités (subventions de base)	65 300	91 689	60 000	70 000	95 000
	Aide aux universités (subventions d'équipement)			15 612	11 128	44 999
	Bourses d'études aux étudiants des EPF	285	250	225	225	605
	Fonds national suisse de la recherche scientifique	55 000	60 000	70 000	75 000	88 000
	Société helvétique des sciences naturelles	790	840	842	1 123	1 230
	Société suisse des sciences humaines	309	360	360	450	550
	Recherches et études pour la protection des eaux contre la pollution	129	470	600	655	1 041
	Encouragement à la recherche appliquée	2 499	1 856	1 683	2 237	2 300
	Recherches nucléaires (réacteurs expérimentaux de puissance, recherches sur l'uranium)	3 900	1 546	250	—	—
	Divers	64	68	67	50	475
	ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE	106 017	114 347	126 585	146 299	182 898
	Subventions aux cantons pour l'école primaire	4 766	4 766	4 766	4 766	4 766
	Ecoles suisses à l'étranger	5 376	6 804	5 804	7 540	8 423
	Formation professionnelle	65 067	67 989	76 256	83 019	97 270
	Ecole de service social	256	302	315	760	1 145
	Ecoles pour le personnel d'infirmier	1 001	1 021	1 200	1 243	1 240
	Construction et agrandissement de locaux d'enseignement professionnel	6 995	8 936	11 307	15 147	26 000
	Ecoles d'agriculture et stations d'essai	10 219	10 605	11 342	12 992	14 753
	Construction et agrandissement de locaux pour la formation agricole	1 184	1 234	766	1 608	2 077
	Subventions pour les dépenses des cantons en faveur des bourses d'études	10 938	12 505	14 570	18 982	26 956
	Divers	215	185	259	242	268
	FORMATION MILITAIRE HORS SERVICE, GYMNASTIQUE ET SPORTS	4 351	4 963	5 004	5 242	6 445
	Réduction du prix de la munition	2 832	3 390	3 184	3 297	4 287
	Associations militaires	389	419	543	545	602
	Sociétés de gymnastique et de sport	979	989	1 108	1 219	1 347
	Divers	151	165	169	181	209
	JUSTICE ET POLITIQUE	11 200	11 271	26 854	27 672	34 505
	Etablissements pour l'exécution des peines et mesures	11 050	10 990	21 584	22 280	28 988
	Participation de la Confédération aux charges du canton de Genève pour les organisations internationales	—	—	5 000	5 000	5 000
	Divers	150	281	270	392	517

En 1972, les recettes spéciales (tableau 2) ont permis de couvrir environ 23% des subventions fédérales versées. Les taxes et suppléments de prix utilisés pour le placement des produits laitiers ont procuré en 1972 une somme de 26% inférieure à celle de l'année précédente, car, du fait de la réduction des importations, le produit de la taxe sur le beurre étranger est tombé de 35 millions de francs en 1971 à 10 millions de francs en 1972. La contribution des producteurs de lait (d'un centime par litre) a servi pour la dernière fois en 1971 à l'élimination de vaches laitières en vue d'alléger le marché du lait (19,1 millions de francs). En 1972, on a utilisé à cet effet un montant de 7,3 millions de francs fourni par des suppléments de prix sur les denrées fourragères et des taxes compensatoires, montant affecté en principe à la culture des champs et au placement des produits.

Il ressort du tableau 3 que, suivant la quantité et la qualité des récoltes, la Régie fédérale des alcools dépense des sommes importantes pour favoriser l'utilisation non alcoolique des fruits et des pommes de terre, dans l'intérêt de la santé publique. La mise en valeur de la matière première sans avoir recours à la distillation ainsi que les campagnes d'information et de publicité, jointes à l'intervention du fisc, sont les meilleurs moyens pour endiguer la production et la consommation d'eau-de-vie.

En 1972, les subsides de la Régie fédérale des alcools ont servi à raison de 63,4% à l'utilisation des pommes de terre (part de la mise en valeur des excédents: 48,4%) et de 36,6% à celle des fruits (22,1% pour le placement d'extraits de fruits et de fruits à pépins).

ENTWICKLUNG DER BUNDESBEITRÄGE 1966-1975



L'incidence financière des mesures qui ont été prises jusqu'ici en matière d'ICHA dans le cadre du régime financier de 1971 à 1982 peut être estimée comme il suit:

Année	Mesure	Rendement supplémentaire (estimation) ¹⁾	Rendement global	
			Budget	Compte
En millions de francs				
1971	Taux de 3,6% et 5,4%.....	—	1 830	1 945
1972	Augmentation des taux à 4% et 6%; nouvelle réglementation pour le secteur de la construction.....	260	2 450	2 482
1973	410	3 050	2 870
1974	+ augmentation des taux à 4,4% et 6,6%.....	450+235	3 385	
1975	480+340	3 775	

¹⁾ Il importe de noter qu'en matière d'ICHA, une augmentation ne déploie ses effets sous forme de recettes supplémentaires qu'un trimestre après sont entrée en force. Ces surplus de recettes sont d'ailleurs de loin inférieurs aux moins-values dont la Confédération a dû s'accommoder jusqu'ici du fait que les droits de douane sont spécifiques de même qu'en raison du démantèlement tarifaire (sans même tenir compte des moins-values douanières consécutives à l'accord de libre échange que nous avons passé avec les Communautés européennes).

Umsatzsteuer-Sätze in anderen europäischen Staaten
Stand: 1. Oktober 1974

<u>Staat</u>	<u>Normalsatz</u>	<u>übrige Steuersätze</u>		
	<u>in % des Entgelts excl. Steuer</u>			
Belgien	18	6	14	25
Bundesrepublik Deutschland	11	5,5		
Dänemark	15	-		
Frankreich	20	7	17,6	33/3
Grossbritannien	8	-		
Italien	12	6	18	30
Luxemburg	10	5	2	
Niederlande	16	4		
Norwegen	20	-		
Oesterreich	16	8		
Schweden	17,65	-		

Arrêté fédéral du 4 octobre 1974Rendements en millions de francs ¹⁾

Tableau 1

	1975	1976	1977	1978	1979
I. Impôt sur le chiffre d'affaires					
1. Droit en vigueur dès le 1 ^{er} janvier 1974 ²⁾ 4,4/6,6%	3 775	4 090	4 395	4 700	5 060
2. Majoration du taux dès le 1 ^{er} avril 1975 selon projet: 6/9%	4 460	5 575	5 995	6 410	6 900
Rendement supplémentaire.....	685	1 485	1 600	1 710	1 840
II. Impôt de défense nationale					
1. Droit en vigueur dès le 1 ^{er} janvier 1973 ¹⁾					
Tarif 110%					
Taux maximum pers. phys. 10,45%	2 100	2 800	2 800	3 500	3 500
pers. morales 8,8%					
Confédération: 70%.....	1 470	1 960	1 960	2 450	2 450
Cantons: 30%.....	630	840	840	1 050	1 050
2. Modifications dès le 1 ^{er} janvier 1975 selon projet:					
Personnes physiques					
- Taux maximum 12,0%	- +	45 +	45 +	55 +	55
- Hausse des déductions sociales					
	- -	55 -	55 -	70 -	70
Personnes morales					
- Tarif 3,3/4,4/4,4% (au lieu de 3,3/3,3/4,4%), taux maximum 10%	- +	130 +	130 +	165 +	165
Rendement brut	2 100	2 920	2 920	3 650	3 650
Confédération: 70%.....	1 470	2 045	2 045	2 555	2 555
Cantons: 30%.....	630	875	875	1 095	1 095
Rendement supplémentaire par rapport au droit en vigueur					
Brut.....	- +	120 +	120 +	150 +	150
Confédération	- +	85 +	85 +	105 +	105
Cantons	- +	35 +	35 +	45 +	45
III. Rendement supplémentaire pour la Confédération					
Impôt sur le chiffre d'affaires	+ 685	+1 485	+1 600	+1 710	+1 840
Impôt de défense nationale.....	- +	85 +	85 +	105 +	105
	+ 685	+1 570	+1 685	+1 815	+1 945

1) Sans tenir compte de la taxation post numerando des personnes morales dès le 1.1.1977

2) LF du 21 mars 1973

Arrêté fédéral du 4 octobre 1974Impôt de défense nationale des personnes physiques
Dédutions sociales et tarifs

Tableau 2

	1971	<i>Droit en vigueur (LF du 21 mars 1973)</i>	AF du 4.10.1974
<i>Dédutions sociales</i>	Fr.	Fr.	Fr.
Dédution pour per- sonnes mariées	2 000.-	2 500.-	3 000.-
Dédution par enfant	1 000.-	1 200.-	1 500.-
Dédution pour pri- mes d'assurances et (dès 1973) pour inté- rêts de capitaux d'é- pargne	500.-	2 000.-	2 000.-
Dédution pour le re- venu du travail de l'épouse	-	2 000.-	2 400.-

Impôt de défense nationale des personnes physiques
Comparaisons portant sur la charge d'un contribuable marié sans enfants

Tableau 5b

Revenu 1)	Sans le revenu du travail de l'épouse				Avec le revenu du travail de l'épouse			
	Droit en vigueur 2)		AF du 4.10.1974 2)		Droit en vigueur 3)		AF du 4.10.1974 3)	
	Fr.	%	Fr.	%	Fr.	%	Fr.	%
	2	3	4	5	6	7	8	9
1 3600	22. —	0,16	—	—	—	—	—	—
1 4200	27.50	0,19	22. —	0,15	—	—	—	—
1 5800	44. —	0,28	38.50	0,24	22. —	0,14	—	—
1 6800	53.90	0,32	48.40	0,29	31.90	0,19	22. —	0,13
2 0000	85.80	0,43	80.30	0,40	63.80	0,32	53.90	0,27
2 5000	140.80	0,56	135.30	0,54	118.80	0,48	108.90	0,44
3 0000	272.80	0,91	256.30	0,85	206.80	0,69	177.10	0,59
4 0000	602.80	1,51	586.30	1,47	536.80	1,34	507.10	1,27
5 0000	1 163.80	2,33	1 130.80	2,26	1 031.80	2,06	972.40	1,94
6 0000	1 834.80	3,06	1 790.80	2,98	1 691.80	2,82	1 632.40	2,72
7 0000	2 714.80	3,88	2 670.80	3,82	2 538.80	3,63	2 459.60	3,51
8 0000	3 682.80	4,60	3 627.80	4,53	3 462.80	4,33	3 363.80	4,20
9 0000	4 782.80	5,31	4 727.80	5,25	4 562.80	5,07	4 463.80	4,96
1 00000	5 926.80	5,93	5 860.80	5,86	5 662.80	5,66	5 563.80	5,56
1 50000	12 526.80	8,35	12 460.80	8,31	12 262.80	8,18	12 144. —	8,10
2 00000	19 126.80	9,56	19 060.80	9,53	18 862.80	9,43	18 744. —	9,37
2 50000	25 654.75	10,26	25 600.80	10,26	25 445.75	10,18	25 344. —	10,14
3 00000	30 879.75	10,29	32 260.80	10,75	30 670.75	10,22	31 944. —	10,62
4 00000	41 329.75	10,33	45 460.80	11,37	41 120.75	10,28	45 144. —	11,29
5 00000	51 779.75	10,36	58 660.80	11,73	51 570.75	10,31	58 344. —	11,67
1 000000	104 029.75	10,40	119 400. —	11,94	103 820.75	10,38	119 112. —	11,91

1) Revenu après défalcation des cotisations AVS et compte tenu des déductions pour dépenses professionnelles mais sans les déductions pour personnes mariées, pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne et la déduction pour le revenu du travail de l'épouse.

2) Abattements admis: les déductions pour personnes mariées et pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne.

3) Abattements admis: les déductions pour personnes mariées, pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne et pour le revenu du travail de l'épouse.

Impôt de défense nationale des personnes physiques
Comparaisons portant sur la charge d'un contribuable marié avec 2 enfants

Tableau 5c

Revenu 1)	Sans le revenu du travail de l'épouse				Avec le revenu du travail de l'épouse			
	Droit en vigueur 2)		AF du 4.10.1974 2)		Droit en vigueur 3)		AF du 4.10.1974 3)	
	Fr.	%	Fr.	%	Fr.	%	Fr.	%
16300	22.-	0,14	—	—	—	—	—	—
17500	34.10	0,19	22.-	0,13	—	—	—	—
18500	44.-	0,24	31.90	0,17	22.-	0,12	—	—
20000	59.40	0,30	47.30	0,24	37.40	0,19	—	—
20100	60.50	0,30	48.40	0,24	38.50	0,19	22.-	0,11
25000	114.40	0,46	102.30	0,41	92.40	0,37	75.90	0,30
30000	193.60	0,65	157.30	0,52	147.40	0,49	130.90	0,44
40000	523.60	1,31	487.30	1,22	457.60	1,14	408.10	1,02
50000	1005.40	2,01	932.80	1,87	873.40	1,75	774.40	1,55
60000	1665.40	2,78	1592.80	2,65	1533.40	2,56	1434.40	2,39
70000	2503.60	3,58	2406.80	3,44	2327.60	3,33	2195.60	3,14
80000	3418.80	4,27	3297.80	4,12	3207.60	4,01	3075.60	3,84
90000	4518.80	5,02	4297.80	4,89	4298.80	4,78	4133.80	4,59
100000	5618.80	5,62	5497.80	5,50	5298.80	5,40	5233.80	5,23
150000	12210.-	8,14	12064.80	8,04	11946.-	7,96	11748.-	7,83
200000	18810.-	9,40	18664.80	9,33	18546.-	9,27	18348.-	9,17
250000	25403.95	10,16	25264.80	10,11	25146.-	10,06	24948.-	9,98
300000	30628.95	10,21	31864.80	10,62	30419.95	10,14	31548.-	10,52
400000	41078.95	10,27	45064.80	11,27	40869.95	10,22	44748.-	11,19
500000	51528.95	10,31	58264.80	11,65	51319.95	10,26	57948.-	11,59
1000000	103778.95	10,38	119040.-	11,90	103569.95	10,36	118752.-	11,28

1) Revenu après défalcation des cotisations AVS et compte tenu des déductions pour dépenses professionnelles mais sans les déductions pour personnes mariées, pour enfants, pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne et la déduction pour le revenu du travail de l'épouse.

2) Abattements admis: les déductions pour personnes mariées, pour enfants et pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne.

3) Abattements admis: les déductions pour personnes mariées, pour enfants, pour primes d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne ainsi que pour le revenu du travail de l'épouse.

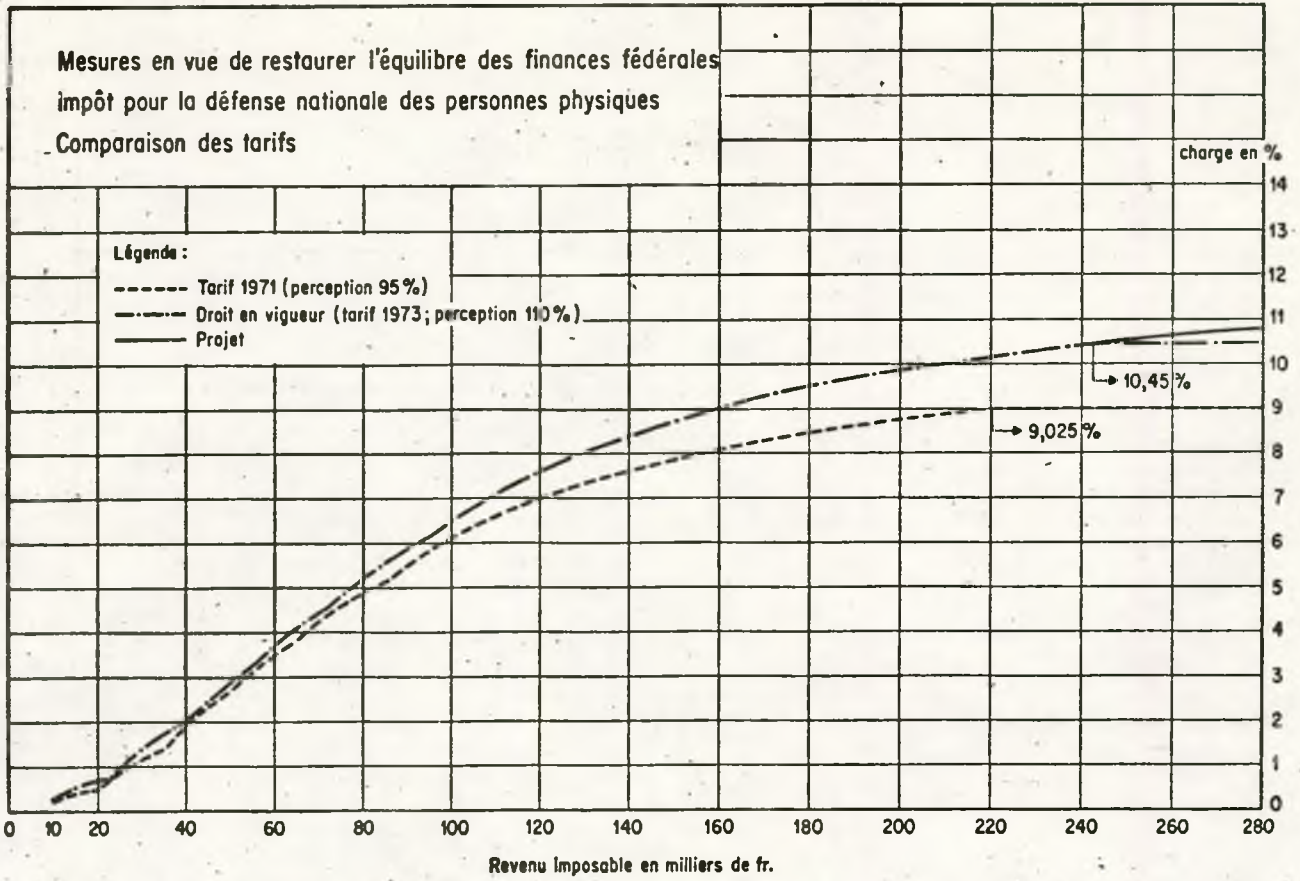
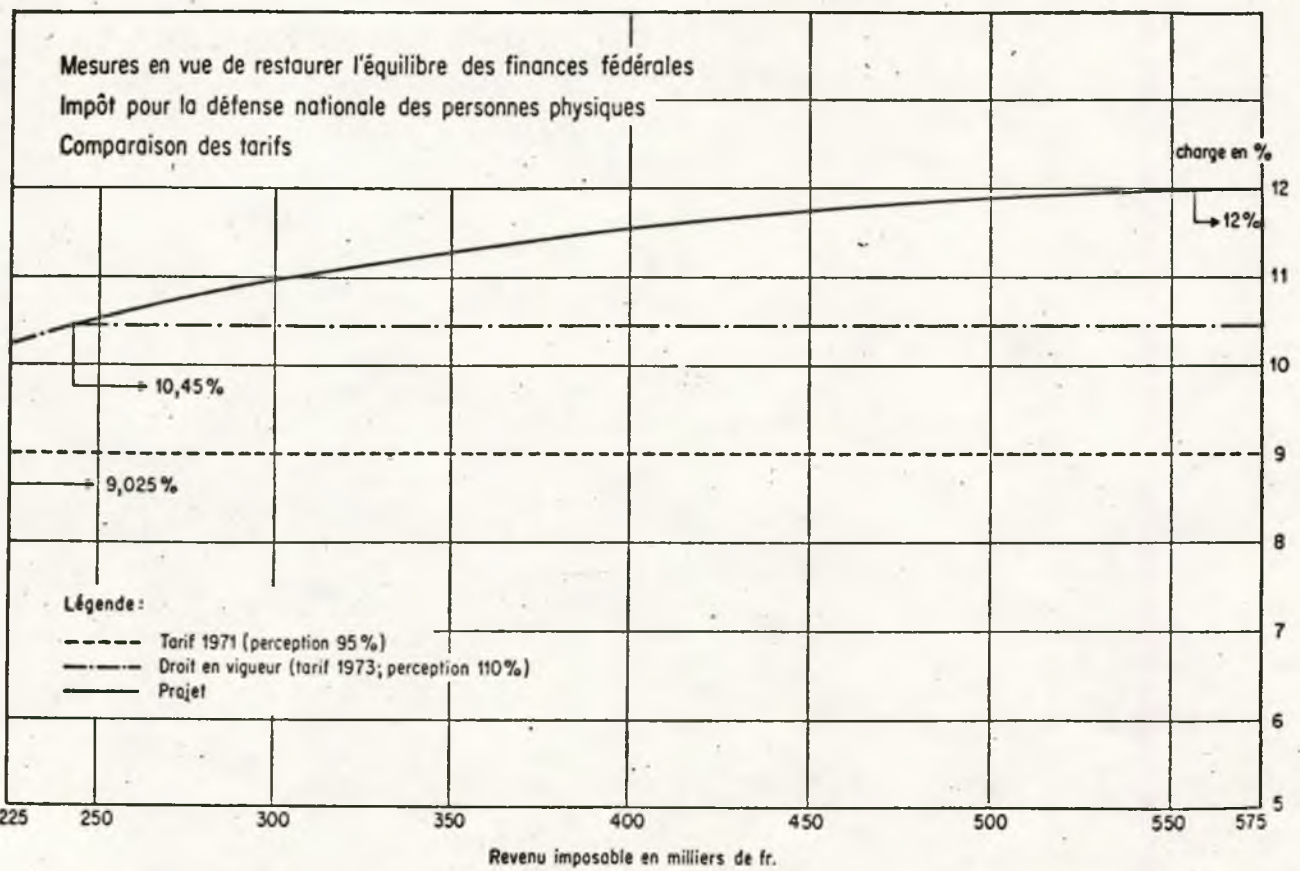


Tableau 4b



Impôt de défense nationale des personnes morales
Comparaisons portant sur la charge d'une société anonyme ayant un capital de 1 million de francs

Tableau 6b

Rendement %	Rendement imposable fr.	Impôt pour la défense nationale sur le rendement net						Impôt de défense nationale sur le capital d'après le droit en vigueur et l'AF du 4. 10. 1974 Fr.
		Droit en vigueur		Projet		AF du 4. 10. 1974		
		Fr.	% 1)	Fr.	% 1)	Fr.	% 1)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	10 000	330.-	3,30	330.-	3,30	330.-	3,30	825.-
2	20 000	660.-	3,30	660.-	3,30	660.-	3,30	825.-
3	30 000	990.-	3,30	990.-	3,30	990.-	3,30	825.-
4	40 000	1 320.-	3,30	1 320.-	3,30	1 320.-	3,30	825.-
5	50 000	1 980.-	3,96	2 090.-	4,18	2 090.-	4,18	825.-
6	60 000	2 640.-	4,40	2 860.-	4,77	2 860.-	4,77	825.-
7	70 000	3 300.-	4,71	3 630.-	5,19	3 630.-	5,19	825.-
8	80 000	3 960.-	4,95	4 400.-	5,50	4 400.-	5,50	825.-
9	90 000	5 060.-	5,62	5 610.-	6,23	5 610.-	6,23	825.-
10	100 000	6 160.-	6,16	6 820.-	6,82	6 820.-	6,82	825.-
12	120 000	8 360.-	6,97	9 240.-	7,70	9 240.-	7,70	825.-
14	140 000	10 560.-	7,54	11 660.-	8,33	11 660.-	8,33	825.-
16	160 000	12 760.-	7,98	14 080.-	8,80	14 080.-	8,80	825.-
17	170 000	13 504.-	8,16	15 336.-	9,00	15 336.-	9,00	825.-
18	180 000	14 960.-	8,31	16 200.-	9,00	16 500.-	9,17	825.-
20	200 000	17 160.-	8,58	18 000.-	9,00	18 920.-	9,46	825.-
22	220 000	19 360.-	8,80	19 200.-	9,00	21 340.-	9,70	825.-
25	250 000	22 000.-	8,80	22 500.-	9,00	24 970.-	9,99	825.-
25,15	251 500	22 132.-	8,80	22 635.-	9,00	25 150.-	10,00	825.-
30	300 000	26 400.-	8,80	27 000.-	9,00	30 000.-	10,00	825.-
40	400 000	35 200.-	8,80	36 000.-	9,00	40 000.-	10,00	825.-
50	500 000	44 000.-	8,80	45 000.-	9,00	50 000.-	10,00	825.-
100	1 000 000	88 000.-	8,80	90 000.-	9,00	100 000.-	10,00	825.-

1) En pour-cent du rendement imposable.

Arrêté fédéral du 4 octobre 1974

Passage à la taxation postnumerando à partir du 1.1.77
avec paiements compensatoires

Présentation schématique

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Praenumerando	Années de calcul		* Années fiscales	77 Perception 78				
			Années de calcul		*			
Période transitoire			Années fiscale;		Perception diff. 77/78			
					Année de calcul	*		
Postnumerando					Année fiscale	Perception		
						Année de calcul	*	
						Année fiscale	Perception	

* Remise de la déclaration d'impôt

ANTEIL DER EINFUHRZÖLLE AN DEN GESAMTEN
FISKALEINNAHMEN DES BUNDES

IN MILLIARDEN FRANKEN

